

Un nouvel esprit du capitalisme ?

De la conversion des vices privés en vertus collectives

Nouvelles technologies, nouvelle économie et croissance

Dany-Robert Dufour

[IEA de Nantes, 2011-2012]

Philosophe, professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris VIII, **Dany-Robert Dufour** s'intéresse à définir une anthropologie critique du libéralisme. Après avoir étudié la déconstruction de la société (néo)libérale, il entreprend désormais un travail constructif, à la recherche des nouveaux axiomes possibles pour une véritable politique de civilisation. Il a publié plusieurs ouvrages sur les formes de subjectivation et de socialisation, dont récemment *Le délire occidental et ses effets actuels dans la vie quotidienne : travail, loisir, amour* (Les liens qui libèrent, 2014).



Dany-Robert Dufour, 2012 ©ChDeJory

MANDEVILLE, L'AUTRE ESPRIT DU CAPITALISME

Depuis cent ans, c'est-à-dire depuis Max Weber et son livre majeur, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, on a tendance à voir le capitalisme comme ascétique, rigoriste, autoritaire, puritain et patriarcal. Or, la compréhension de ce régime qui gouverne aujourd'hui le monde entier peut être remise en question via la lecture du médecin, philosophe et écrivain néerlandais Bernard de Mandeville (1670-1733), et notamment de sa *Fable des Abeilles*, intitulée à l'origine *La Ruche mécontente ou les Coquins devenus honnêtes*, publiée en 1714 puis 1723.

Dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Weber explique le développement du capitalisme au XVIII^e siècle par l'influence de l'ethos protestant, découlant des doctrines de Luther et Calvin.

Avec Luther, l'activité professionnelle est devenue une tâche imposée par Dieu aux hommes. La vie laïque et le travail sont dès lors réhabilités, ce que Weber reprendra en mettant l'accent sur le fait que la vocation (*Berufung*) procède du métier (*Beruf*). Avec Calvin, cette incitation au travail est encore renforcée par le recours à la doctrine de la prédestination, empruntée à Saint Augustin et largement diffusée dans le monde protestant. Mais cette prédestination resterait source d'angoisse si elle n'était rendue quelque peu vérifiable au cours de la vie terrestre par des signes comme la réussite économique, indice de l'élection divine. Cette nécessité de la réussite implique donc de s'attacher à tout ce qui peut développer la production de marchandises, source de revenus, et donc à la rationalisation instrumentale de la production (invention de la comptabilité en partie double, recherche scientifique en vue d'une utilisation technique des savoirs, gains constants de productivité...).

Une lecture attentive des travaux de Weber montre cependant qu'il a retranché de ses sources un auteur majeur de cette époque, qui se réclamait pourtant du calvinisme et qui avait travaillé sur la formation de la richesse : Mandeville. On ne trouve en effet aucune mention de cet auteur, ni dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, ni dans les textes connexes. Ce

n'est qu'en 1920, soit juste avant sa mort, que Weber l'évoquera furtivement. Cet oubli de Mandeville (qui a pourtant été traduit en allemand dès 1761) est dommageable puisque, pour ce dernier, c'est le vice et non pas la vertu, qui se trouve à l'origine de ce que, à partir de Marx et Engels, on appellera le capitalisme. **Il faut donc se demander aujourd'hui si, sous la couche puritaine sur laquelle se fonde le capitalisme de Weber, il n'existe pas une sous-couche, « perverse », à laquelle nous pourrions accéder grâce à la lecture de Mandeville. Car, pour ce dernier, il faut partir du vice qui, produisant la richesse, se transforme en vertu.** Ce dont témoigne la maxime centrale de *La Fable* : « les vices privés font la vertu publique ». Mais pourquoi se livrer à ses vices privés ? Parce qu'ils sont bons pour tous. Non seulement pour soi, car ils libèrent des entraves morales véhiculées par les histoires soi-disant édifiantes colportées de génération en génération (Mandeville était médecin et, plus

.....

C'est le vice et non pas la vertu, qui se trouve à l'origine de ce que, à partir de Marx et Engels, on appellera le capitalisme.

.....

précisément « médecin de l'âme »), mais aussi parce qu'ils sont bons pour tous puisqu'ils apportent l'opulence, passant ainsi de la pénurie à un accroissement des ressources. Ainsi Mandeville n'hésite pas à dire que la guerre, le vol, la prostitution et la luxure, l'alcool et autres drogues, la pollution (comme on dirait aujourd'hui), le luxe, etc. contribuent au bien commun.

Une fois cette logique de pensée acquise, on peut aisément poursuivre le raisonnement. Ainsi, y aurait-il des avocats, donc des professeurs de droit, donc des universités de droit, donc des architectes pour construire ces bâtiments, s'il n'y avait pas de voleurs ? Toutes ces activités, qui contribuent éminemment au développement de la civilisation, on les doit nécessairement... au voleur. Ce qui explique pourquoi le nom de Mandeville fut, à son époque, altéré en « Man Devil » (l'homme du diable) et pourquoi ses œuvres furent mises à l'index et brûlées.

S'il faut ressortir Mandeville de l'oubli où les analyses de Weber l'ont plongé, c'est parce qu'il ne représente rien de moins qu'un tournant dans la métaphysique occidentale. En effet, il a abandonné le projet augustinien d'aligner la cité des hommes sur le modèle de la Cité céleste - une visée qui ne vaut que pour quelques hommes saints égarés en ce monde - pour proposer un autre projet valant pour l'immense majorité des hommes, lesquels ne sont pas des

saints, mais littéralement des vicieux. En effet, Dieu, dans son immense bonté, a tout prévu : c'est de leurs vices, de leur concupiscence même, que sortira un nouvel ordre, supérieur aux précédents. Les hommes n'ont plus à se culpabiliser de leurs vices, bien au contraire, ils doivent les vivre sans honte, sans vergogne, car c'est de leurs turpitudes que naîtra une toute nouvelle vertu. Celle qui permettra enfin de sortir de la pénurie pour accéder au monde de la richesse et de l'abondance.

Si l'on attribue généralement à Adam Smith l'invention de ce nouveau système, c'est parce qu'il répètera le principe du projet mandevillien en le « débarrassant » de ce qu'il pouvait avoir de sulfureux et de provocateur, et en le présentant sous l'aspect neutre et sérieux de la science.

Ainsi, dans *La richesse des nations*, Adam Smith se gardera d'utiliser le mot « vice » dans un sens positif et le remplacera par un terme plus neutre, le « self love ». D'autre part, Smith saura rassurer les inquiets quant à leur salut via l'existence d'une Providence divine qui harmonise les égoïsmes privés : la fameuse « main invisible » du marché. Mais on perd chez Smith ce que Mandeville disait si crument lorsqu'il exprimait la nouvelle morale : « soyez aussi avide, égoïste, dépensier pour votre propre plaisir que vous pourrez l'être, car ainsi vous ferez le mieux que vous puissiez faire pour la prospérité de votre nation et le bonheur de vos concitoyens ».

La sophistique mandevillienne de la conversion des vices en vertus a non seulement permis la construction d'une nouvelle religion - celle du libéralisme anglais où l'objectif divin se réalise en suivant scrupuleusement ses propres intérêts -, mais elle a aussi permis la création d'un nouveau champ philosophique, celui de l'utilitarisme. **Un cap a été franchi dès lors qu'on a affirmé qu'il n'y avait plus à se soucier de savoir si l'action était vertueuse à l'origine, du moment qu'elle l'est au final.** C'est une autre morale, téléologique, qui est apparue lorsqu'on a pris pour seul critère normatif les conséquences de l'action. L'utilitarisme se caractérise donc par un oubli volontaire des causes et une valorisation exclusive des conséquences.

Il est donc temps de redonner à Mandeville toute sa place, car sa conception apporte un tout autre éclairage sur le capitalisme. Elle amène à repenser l'esprit du capitalisme en se libérant du conte wébérien et en intégrant celui que Weber, et beaucoup d'autres penseurs à sa suite, y compris contemporains, ont si bien refoulé. On découvre alors que « le nouvel esprit du capitalisme » est peut-être beaucoup plus ancien qu'on ne le croit.

.....

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Dany-Robert Dufour ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

Raouf Boucekkine

[Directeur de l'IMÉRA, IEA d'Aix-Marseille]

DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE ET SA STAGNATION SÉCULAIRE

Le concept crépusculaire de stagnation séculaire, communément utilisé depuis Alwyn Hansen (1939) pour désigner un essoufflement durable de l'activité économique, est régulièrement mis sur la table pour décrire des situations de faible croissance du PIB et de la productivité qui se prolongent au-delà du seuil temporel relativement court d'une récession. Selon nombre d'économistes, l'incapacité pour le moment des économies occidentales, et singulièrement européennes, à sortir par le haut de la Grande Récession de 2008 signerait l'entrée en stagnation séculaire ; en sortir ne relèverait nullement de politiques standard de stabilisation. Alors que Hansen attribuait la stagnation qu'il pressentait à des facteurs démographiques que technologiques (c'est à dire aussi bien à des facteurs d'offre que de demande), le suspect principal de l'hypothétique stagnation actuelle serait la nouvelle économie, issue de la troisième révolution industrielle des technologies de l'information et de communication (TIC), née à la fin des années 1960, et qui se révélerait donc bien décevante un demi-siècle plus tard. Il est probable que cette dernière ne mérite ni cette indignité ni l'excès d'honneur que nombre d'économistes américains lui ont fait lors de la longue expansion qui a caractérisé la présidence Clinton.

Raouf Boucekkine est professeur d'économie à l'Université d'Aix-Marseille, directeur de l'IMÉRA, membre senior de l'Institut Universitaire de France, chercheur associé à l'IRES (UCLouvain) et à l'ECORES (CORE, ECARES and CES-Leuven federation). Depuis 2017, il est président de l'Association Sud-Européenne d'Economie Théorique. Spécialiste de l'économie du développement durable, il est l'auteur de très nombreuses publications internationales dont récemment *Variable markups in the long-run: A generalization of preferences in growth models* (Journal of Mathematical Economics, 2017).

Productivity slowdown, nouvelle économie et stagnation séculaire

Comme l'histoire, la théorie économique bégaie. Les économistes ont déjà eu à tenter d'expliquer le fameux *productivity slowdown* après le premier choc pétrolier qui a vu le taux de croissance de la productivité totale des facteurs durablement divisé par deux dans les pays de l'OCDE. Une fois le prix du pétrole éliminé de la liste des suspects principaux, de nombreuses pistes ont été explorées dont la tertiarisation de l'économie, les erreurs de mesure ou la faible « fécondité » des innovations de l'époque. C'est la troisième révolution industrielle qui a été mise en avant dans les années 1990 pour expliquer ce *productivity slowdown* : dans un article bien argumenté, sobrement intitulé « 1974 », Greenwood et Yorokoglu (1997) avancent en pleine expansion de la présidence Clinton aux USA que le *productivity slowdown* reflèterait simplement la coûteuse période transitoire d'adoption des TIC qui aurait alors été en phase de conclusion heureuse. On serait aujourd'hui tenté d'expliquer un deuxième *productivity slowdown*, celui révélé par la Grande Récession de 2008, non pas cette fois par des arguments d'ajustement transitoire mais au contraire par l'épuisement des gains de productivité potentiels inhérents à la nouvelle économie.

Il y a toutefois trois éléments qui devraient conduire à relativiser un tel jugement précédent. D'abord, **la nouvelle économie naît d'une révolution technologique** dont les spécificités sont nombreuses par rapport aux deux premières révolutions industrielles, et **qui ne semble pas encore tout à fait arrivée à maturité**, comme en témoigne l'évolution récente de l'économie de partage (*sharing economy*) qui en est une émanation et comme le laissent entrevoir encore les perspectives de développement de l'intelligence artificielle. Ensuite, les trajectoires économiques contrastées des USA et de la France par exemple illustrent bien le rôle prégnant des politiques économiques nationales. **L'absence de réformes structurelles dans le secteur éducatif, dans le marché du travail ou dans le système d'innovation sont de nature à entamer significativement les avantages de la nouvelle économie.** Avec Etienne Wasmer, nous avons dirigé en 2002 un numéro spécial de *Recherches Economiques de Louvain* sur les progrès de la nouvelle économie en Europe, qui inclut en particulier une contribution d'Alain Quinet sur le nécessaire rôle des politiques économiques et des institutions dans l'accompagnement de la



nouvelle économie, notamment pour ce qui concerne la montée des inégalités, la précarisation des moins qualifiés et la fragilisation des marchés financiers. Enfin, les biais de mesure dus par exemple aux procédures d'imputation habituelles incitent à la nuance : comme le montre Aghion *et al.* (2016), la sous-estimation de la croissance due à la destruction créative par ces procédures d'imputation est substantielle (de l'ordre de 0.56% par an sur 1983-2013, données américaines) ; plus important encore, ce biais est bien plus élevé sur la sous-période 2006-2013.

Progrès technique incorporé et changement organisationnel

Plutôt que de s'abandonner au charme désuet d'un concept comme la stagnation séculaire, il est de toute première importance que nous ayons une idée plus pointue des *trade-offs* induits par le paradigme technologique dominant. Sur un plan théorique, **les TIC ont ceci de spécifique que le progrès technique qu'elles portent est entièrement incorporé dans les biens de capital** comme les ordinateurs par exemple. C'est la baisse marquée du prix relatif du capital (celui des ordinateurs en somme), depuis les années 1990 notamment, qui est à la source de l'envolée de la nouvelle économie. Mais le progrès technique incorporé a un coût, l'obsolescence

massive des générations de capital les moins récentes.

Pour que l'adoption des TIC porte la croissance à long terme, il faut que la modernisation par l'investissement dans les nouvelles générations de capital domine l'obsolescence des biens en capital précédent.

L'investissement doit non seulement être soutenu mais il doit porter sur les générations de capital les plus récentes. Cette double condition est fort improbable à remplir en temps de crise, comme la Grande Récession, qui suppose un assèchement aussi bien des liquidités bancaires et des finances publiques que de la confiance, tous deux essentiels dans l'acte d'investissement.

En outre, pour matérialiser les gains de productivité, **la nouvelle économie requiert une réorganisation aussi bien dans les lieux de travail et de formation que dans les services marchands.** L'apparition de formes flexibles d'organisation dans les lieux de travail (plus d'autonomie, hiérarchisation moindre...) ainsi que l'émergence de plateformes transnationales d'échange ou de partage *peer to peer* semblent s'imbriquer à merveille dans la nouvelle économie. Mais si ces innovations organisationnelles peuvent soutenir la croissance de la productivité, elles sont loin d'être un remède aux inégalités ni un rempart contre le chômage et le travail précaire. Bien au contraire. Encore une fois, le rôle des politiques économiques et des réformes structurelles est déterminant à cet égard et à bien d'autres.

4 instituts d'études avancées en réseau
IMÉRA, IEA d'Aix-Marseille
Le Collegium, IEA de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale :
Olivier Bouin
François Nicoulaud



Fondation RFIEA
Contactez-nous !
Julien Ténédos
Caroline Rainette
contact@rfiea.fr
01 40 48 65 57



rfiea.fr
54 boulevard Raspail
75 006 Paris

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Raouf Boucekkine, des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr



PUBLICATION

Alain Supiot, professeur au Collège de France et **Sitharamam Kakarala**, professeur à la Global University de Bangalore, viennent de publier sous leur direction *La loi de la langue*, Schultess Verlag, 2017. La loi de la langue s'entend par la normativité de la langue, qui fait loi pour ceux qui la parlent. Mais elle désigne aussi l'ensemble des lois positives, qui ont pour objet de fixer un régime linguistique à l'intérieur d'un État ou d'un ensemble d'États. L'étude de ces deux questions, philologique et juridique, permet d'en éclairer une troisième : celle de l'usage politique des langues, dont l'histoire montre qu'il participe du caractère démocratique ou totalitaire du pouvoir.

COLLOQUE

Suite aux travaux de son ancien résident **Dieter Gosewinkel**, l'IEA de Paris organise une table ronde intitulée **Vers une citoyenneté européenne ? La citoyenneté en Europe au xx^e et au xx^e siècles.** Dans les bouleversements et les luttes politiques, la citoyenneté contribue de manière décisive à fixer les frontières des communautés politiques, elle régit les processus d'inclusion et d'exclusion et, par suite, les chances de vie des individus. L'ambivalence inhérente à la citoyenneté – fonctionnant à la fois comme institution d'intégration et de dissociation, de protection et de refus – sera au centre de cette discussion.

IEA de Paris
27 juin 2017, 17h à l'Hôtel de Lauzun

COLLOQUE

L'IMÉRA - IEA d'Aix Marseille propose une conférence sur **Énergies renouvelables et stockage d'énergie : de l'eau, du CO2 et du soleil** par **Marc Fontecave**, (Professeur au Collège de France). L'augmentation de la population mondiale, la croissance économique des grands pays de la planète, la raréfaction des sources fossiles d'énergie voire leur contingentement délibéré pour limiter la production des gaz à effet de serre qui dérèglent le climat et menacent la biodiversité nous obligent à l'innovation en matière de technologies de l'énergie, et ce de façon urgente. Les divers « carburants solaires » seront ici comparés.

IMÉRA - IEA d'Aix Marseille
19 mai 2017, 14h, Maison des Astronomes